

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

KONINKRIJK BELGIË

-----

AVIS 32.246/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

ADVIES 32.246/4

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 18 septembre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 19 avril 1999 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie", a donné le 22 octobre 2001 l'avis suivant :

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 18 september 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 1999 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten", heeft op 22 oktober 2001 het volgende advies gegeven :

### OBSERVATION GENERALE

L'arrêté en projet apporte quelques modifications à l'arrêté royal du 19 avril 1999 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie. Cet arrêté royal est, comme l'indiquent les pièces jointes à la demande d'avis et ayant trait à la procédure d'association, fort contesté par la Région de Bruxelles-Capitale qui souhaiterait qu'il ne soit plus d'application aux membres du personnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente qu'elle a créé en vertu de l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.

La section de législation du Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion, à travers différents avis, d'aborder le problème de compétence qui se pose au sujet du Service d'Incendie situé à Bruxelles.

Il ressort de ces avis <sup>(1)</sup> que si la Région de Bruxelles-Capitale est compétente pour créer un organisme d'intérêt public exerçant les anciennes attributions de l'Agglomération bruxelloise en matière d'incendie et d'aide médicale urgente, cela n'implique pas pour autant que la protection civile est devenue une matière régionale pour ce qui la concerne. Dès lors, lorsque la Région de Bruxelles-capitale décide d'adopter un statut pour le personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente établi à Bruxelles, elle doit le faire notamment dans le respect des articles 9 et 13 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

En vertu de l'article 9, § 1<sup>er</sup>, de la loi précitée, il revient au Roi de déterminer d'une part les règles d'organisation générale des services publics d'incendie et d'autre part les dispositions générales dans les limites desquelles est fixé le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitement, les indemnités et les allocations ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres des services publics d'incendie.

---

<sup>(1)</sup> Voir en ce sens l'avis 27.260/4, donné le 16 mars 1998, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant le statut administratif du personnel du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale" ainsi que l'avis 27.261/4, donné le 2 mars 1998, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant les règles de fonctionnement du service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale".

Le Roi est donc compétent pour fixer un cadre juridique général, les communes et la Région de Bruxelles-Capitale étant compétentes pour compléter ce cadre.

Quant à l'article 13, § 3, de la loi précitée, il habilite le Roi à établir les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services publics d'incendie sans laisser aucune marge d'appréciation que ce soit aux communes ou à la Région de Bruxelles-Capitale.

Le 26 novembre 1998, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté un arrêté fixant le statut administratif du personnel du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

Sur bien des points, le statut défini par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale s'écarte de celui qui a été arrêté par le Roi en exécution des dispositions de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, le Gouvernement bruxellois étant par ailleurs tenu de respecter les principes généraux consacrés aujourd'hui par l'arrêté royal du 22 décembre 2000.

Pour mettre fin à cette insécurité juridique, il devient impérieux que l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale agissent de concert. Si l'Etat fédéral reste compétent pour régir la matière de la protection civile, il ne peut cependant nier la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale fondée sur les articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, d'organiser le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente et de doter le personnel de cet organisme d'intérêt public d'un statut administratif et pécuniaire dans le respect des principes généraux fixés par l'arrêté royal du 22 décembre 2000. Quant à la Région de Bruxelles-Capitale, elle ne peut agir comme si elle était devenue compétente pour la protection civile sur son territoire et ne pas tenir compte de la réglementation fédérale.

Pour ce faire, soit l'Etat fédéral tient compte des particularités du Service d'Incendie organisé par la Région de Bruxelles-Capitale en fixant des dispositions générales permettant à la Région de Bruxelles-Capitale d'adapter celles-ci aux spécificités de son personnel, soit un accord de coopération doit intervenir pour régler le statut de ce personnel, l'Etat fédéral étant compétent dans le domaine de la protection civile, la Région

de Bruxelles-Capitale étant compétente pour gérer son organisme d'intérêt public, le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente, ainsi que le personnel de celui-ci.

Les observations particulières qui suivent, démontreront la nécessité pour l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale d'agir de manière concertée.

### OBSERVATIONS PARTICULIERES

#### Préambule

#### Alinéas 7 et 8

Il convient de remplacer les alinéas 7 et 8 par les alinéas suivants :

"Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.246/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 octobre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

#### Dispositif

#### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> du projet remplace l'article 8 de l'arrêté royal du 19 avril 1999, précité. Cette disposition concerne le recrutement d'officiers professionnels au grade de sous-lieutenant professionnel. Les candidats sont soumis à des épreuves de sélection dont le contenu et les modalités sont fixés par le Ministre de l'Intérieur. Le conseil communal est chargé d'organiser ces épreuves en constituant un jury. La modification apportée à cette disposition a essentiellement pour objet d'éviter qu'un membre du jury ne prenne part à l'évaluation et à la délibération d'un candidat dont il est soit le conjoint, soit le parent ou l'allié jusqu'au troisième degré inclusivement.

.../...

Cette disposition est en contradiction avec l'article 32 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998 fixant le statut administratif du personnel du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale en vertu duquel "Le recrutement s'effectue exclusivement dans le grade d'officier chef des interventions adjoint sur base d'un concours organisé par le Secrétariat permanent de recrutement (...)". Si la Région de Bruxelles-Capitale a opté à l'époque pour ce type de recrutement, c'est pour se conformer aux principes généraux fixés dans l'ancien arrêté royal du 26 septembre 1994 dont l'article 11, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, obligeait les entités fédérées à recruter leur personnel avec le concours du Secrétariat permanent au recrutement <sup>(2)</sup>.

Actuellement, cette exigence ne figure plus dans les principes généraux consacrés par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, la Région de Bruxelles-Capitale étant libre de recourir au "Selor - Bureau de sélection de l'Administration fédérale".

La Région de Bruxelles-Capitale pourrait donc organiser elle-même le concours de recrutement pour les officiers professionnels de son Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente mais elle n'est en mesure de le faire que depuis les nouveaux principes généraux.

#### Article 4

Cette disposition du projet remplace l'article 19, alinéa 2, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 19 avril 1999, précité, qui concerne l'accès par promotion au grade de sous-lieutenant professionnel.

Si l'on compare cette disposition de l'arrêté royal précité, avec l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998, précité, il apparaît que les grades consacrés par ces textes sont différents et les conditions de promotion ne sont pas toujours similaires.

---

<sup>(2)</sup> Cette observation a déjà été faite au Ministre de l'Intérieur lors de l'examen du projet devenu l'arrêté royal du 19 avril 1999, précité, dans un avis 28.714/2, donné le 10 mars 1999.

Ainsi, pour pouvoir poser sa candidature à un emploi de sous-lieutenant professionnel dans le cadre d'une promotion, le candidat caporal et le candidat sapeur-pompier, dans les services d'incendie de la classe X <sup>(3)</sup> ou Y, doivent être titulaires, en vertu de l'article 19, alinéa 2, 5°, en projet de l'arrêté royal du 19 avril 1999, précité, d'un diplôme ou d'un certificat qui donne accès aux emplois de niveau 1 dans la fonction publique fédérale visé à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 ou être titulaire d'un diplôme visé à l'annexe I de l'arrêté royal du 19 avril 1999, précité.

Or, selon l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998, précité, pour accéder au grade d'officier chef des interventions adjoint, il faut que le membre du cadre intermédiaire et subalterne soit titulaire de l'un des diplômes visés aux points 1 et 2 de l'annexe I de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie <sup>(4)</sup>.

De cette comparaison, il ressort que le texte en projet et les dispositions adoptées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ne se concilient guère.

#### Articles 11 et 12

a) A propos de l'article 11 du projet, il ressort du rapport au Roi que les officiers titulaires d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant doivent selon les articles 23, alinéa 2, et 43, alinéa 2 de l'arrêté royal du 19 avril 1999, précité, disposer du brevet de sous-lieutenant pour pouvoir être promu à un grade supérieur.

---

<sup>(3)</sup> Le Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale appartient à la catégorie des services d'incendie de la classe X en vertu de l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie.

<sup>(4)</sup> Cet arrêté royal a été abrogé par l'article 52 de l'arrêté royal du 19 avril 1999, précité.

Certains des officiers actuellement en fonction ne disposent toutefois pas de ce brevet, en raison de l'organisation irrégulière des cours lors du début de leur carrière en tant qu'officier, alors qu'ils bénéficient d'une expérience professionnelle appréciable et qu'ils ont donné eux-mêmes cours lors des organisations récentes de cette formation.

L'article 11 insère dès lors une mesure transitoire dispensant les officiers titulaires d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant le 8 mai 1999 de la condition d'être détenteur du brevet de sous-lieutenant.

Interrogé sur la date du 8 mai 1999, le délégué du ministre a expliqué qu'il s'agit de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 19 avril 1999, précité. La formulation de cette disposition du projet peut cependant être source d'une ambiguïté car "la date d'entrée en vigueur du présent arrêté" pourrait être la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal en projet.

Mieux vaut dès lors spécifier dans l'article 11 du projet que sont dispensés de la détention du brevet de sous-lieutenant, les officiers qui, à la date du 8 mai 1999, étaient titulaires d'un grade supérieur à celui de sous-lieutenant.

La disposition sera revue en ce sens.

Par ailleurs, le brevet de sous-lieutenant est également exigé en vertu de l'article 41 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998, précité, pour accéder au grade d'officier chef des interventions adjoint.

Ce même arrêté n'a cependant pas prévu de disposition transitoire analogue à celle du présent projet. Ici aussi, le texte en projet se trouvera en contradiction avec l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, précité.

b) La même observation vaut pour l'article 12 du projet qui dispense cette fois les officiers-chefs de service désignés "à titre effectif à la date du 30 avril 2002 au plus tard" de l'obtention du brevet de chef de service compte tenu de leur expérience appréciable.

En vertu de l'article 47, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 novembre 1998, précité, l'officier-chef de service doit également être porteur du brevet de chef de service sans qu'il n'y ait une dispense de l'obtention de ce brevet à titre transitoire. La prise en compte de cette dispense pour l'officier-chef de service à Bruxelles risque une nouvelle fois d'engendrer une insécurité juridique.

#### Articles 13 et 14

L'article 13 du projet remplace l'article 55 de l'arrêté royal du 19 avril 1999, précité, qui contient le fixant vigueur de cet arrêté.

D'un point de vue légistique, cette façon de faire n'est pas correcte.

Il convient de doter le texte en projet d'un fixant en vigueur qui lui est propre plutôt que de modifier ou remplacer le fixant en vigueur de l'arrêté modifié. Par ailleurs, il n'y a pas lieu de viser l'article 45, 3°, de l'arrêté royal du 19 avril 1999, précité, son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> mai 2002 étant déjà prévue à l'article 55 du même arrêté royal.

L'article 13 du projet sera en conséquence rédigé comme suit :

"Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, à l'exception des articles 5 et 9 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2002".

L'article 14 du projet sera omis.

Observations finales d'ordre linguistique

Sous réserve des observations de fond précédentes, il est observé que dans le texte néerlandais du projet, le terme "proeven" dans le sens de "examens" est généralement réprouvé; il en est de même pour l'expression "titularis van een diploma", dans le sens de "houder van een diploma". En ce qui concerne l'article 5 du projet (l'article 24bis, en projet), les mots "de hoogste graad voorzien in het kader van de brandweerdienst" constituent une traduction littérale, mais erronée du français. On y vise : "de hoogste graad in de formatie van de brandweerdienst". Le texte néerlandais du projet devrait être revu.

-----

### ALGEMENE OPMERKING

Het ontworpen besluit brengt enkele wijzigingen aan in het koninklijk besluit van 19 april 1999 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria alsmede van de benoembaarheids- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de openbare brandweerdiensten. Dit koninklijk besluit wordt, zoals blijkt uit de stukken die bij de adviesaanvraag zijn gevoegd en die betrekking hebben op de procedure ter zake van het erbij betrekken van de gewestregeringen, ten zeerste bestreden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat wenst dat het niet meer van toepassing zou zijn op de personeelsleden van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, die door dat gewest is opgericht krachtens artikel 5 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in verschillende adviezen reeds de gelegenheid gehad in te gaan op het bevoegdheidsprobleem dat rijst in verband met de in Brussel gevestigde Dienst voor Brandweer.

Uit die adviezen <sup>(1)</sup> blijkt dat, hoewel het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd is om een instelling van openbaar nut op te richten die de vroegere bevoegdheden van de Brusselse Agglomeratie uitoefent inzake brandweer en dringende medische hulp, zulks daarom niet impliceert dat de civiele bescherming wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, een gewestelijke aangelegenheid is geworden. Mitsdien moet het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wanneer het besluit een statuut goed te keuren voor het operationeel personeel van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp die in Brussel is gevestigd, dat bepaaldelijk doen met inachtneming van de artikelen 9 en 13 van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming.

---

<sup>(1)</sup> Zie in die zin advies 27.260/4, gegeven op 16 maart 1998, over een ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp", alsmede advies 27.261/4, gegeven op 2 maart 1998, over een ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende de werkingsregels van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp".

Krachtens artikel 9, § 1, van de voormelde wet, staat het aan de Koning enerzijds de regels te geven voor de algemene organisatie van de openbare brandweerdiensten en anderzijds de algemene bepalingen vast te stellen binnen de perken waarvan de personeelsformatie, de bezoldigingsregeling en het administratief statuut, de weddeschalen, de toelagen, en de vergoedingen worden vastgesteld, alsook de voorwaarden van werving, benoeming en bevordering voor het personeel van openbare brandweerdiensten.

De Koning is dus bevoegd om een algemeen juridisch kader te bepalen, de gemeenten en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om dat kader aan te vullen.

Artikel 13, § 3, van de voormelde wet machtigt de Koning de geschiktheids- en bekwaamheidscriteria te bepalen alsmede de benoembaarheids- en bevorderingsvereisten voor officieren van openbare brandweerdiensten, zonder enige beoordelingsvrijheid te laten aan de gemeenten, noch aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Op 26 november 1998 heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een besluit goedgekeurd tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp.

Het door de Brusselse Regering uitgewerkte statuut wijkt op talrijke punten af van het statuut dat is vastgesteld door de Koning ter uitvoering van het bepaalde in de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming; de Brusselse regering is trouwens verplicht de algemene beginselen in acht te nemen die tegenwoordig zijn neergelegd in het koninklijk besluit van 22 december 2000.

Om een einde te maken aan deze rechtsonzekerheid, wordt het absoluut noodzakelijk dat de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gezamenlijk optreden. De Federale Staat blijft weliswaar bevoegd voor de aangelegenheid van de civiele bescherming, doch kan evenwel niet betwisten dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op grond van de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, bevoegd is om de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp te organiseren en het personeel van die instelling van openbaar nut toe te rusten met een administratief statuut en een bezoldigingsregeling, met

.../...

inachtneming van de algemene beginselen vastgelegd in het koninklijk besluit van 22 december 2000. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van zijn kant, kan niet optreden alsof het bevoegd was geworden voor de civiele bescherming op zijn grondgebied en zonder rekening te houden met de federale regelgeving.

Te dien einde moet de Federale Staat ofwel rekening houden met de bijzondere kenmerken van de Dienst voor Brandweer georganiseerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, door algemene bepalingen vast te stellen die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de kans bieden deze aan te passen aan de specificiteit van zijn personeel, ofwel moet een samenwerkingsakkoord worden gesloten om het statuut van dat personeel te regelen, waarbij de Federale Staat bevoegd is voor de civiele bescherming, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het leiden van zijn instelling van openbaar nut, de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, alsmede het personeel hiervan.

De volgende bijzondere opmerkingen zullen de noodzaak aantonen voor de Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om gezamenlijk op te treden.

### BIJZONDERE OPMERKINGEN

#### Aanhef

#### Zevende en achtste lid

Het zevende en achtste lid moeten vervangen worden als volgt :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 32.246/4 van de Raad van State, gegeven op 22 oktober 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

## Dispositief

### Artikel 1

Artikel 1 van het ontwerp vervangt artikel 8 van het voormelde koninklijk besluit van 19 april 1999. Deze bepaling betreft de werving van beroepsofficieren in de graad van beroepsonderluitenant. De gegadigden moeten selectie-examens afleggen, waarvan de inhoud en de nadere regels door de Minister van Binnenlandse Zaken worden vastgesteld. De gemeenteraad wordt belast met het organiseren van deze examens en moet een examencommissie samenstellen. De in deze bepaling aangebrachte wijziging heeft hoofdzakelijk tot doel te voorkomen dat een lid van de examencommissie deelneemt aan de beoordeling en de beraadslaging over een gegadigde van wie hij de echtgenoot, de bloed- of aanverwant is tot en met de derde graad.

Deze bepaling is in strijd met artikel 32 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 november 1998 tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, krachtens hetwelk "de werving (...) uitsluitend (geschiedt) in de graad van officier-adjunct-interventiechef op grond van een vergelijkend wervingsexamen georganiseerd door het Vast Wervingssecretariaat(...)". Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft indertijd geopteerd voor dat soort van werving om zich te gedragen naar de algemene beginselen vastgelegd in het vroegere koninklijk besluit van 26 september 1994, waarvan artikel 11, § 1, 3°, de deeltentiteiten verplichtte hun personeel te werven via het vergelijkend wervingsexamen van het Vast Wervingssecretariaat <sup>(2)</sup>.

Thans behoort dit vereiste niet meer tot de algemene beginselen die zijn neergelegd in het koninklijk besluit van 22 december 2000; het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is vrij om een beroep te doen op "Selor - Selectiebureau van de Federale Overheid".

---

<sup>(2)</sup> Deze opmerking is reeds gemaakt aan de Minister van Binnenlandse Zaken tijdens het onderzoek van het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het voormelde koninklijk besluit van 19 april 1999, in een advies 28.714/2, gegeven op 10 maart 1999.

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zou dus zelf het vergelijkend examen kunnen organiseren voor de werving van de beroepsofficieren van zijn Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, maar het kan dit pas sedert de nieuwe algemene beginselen.

#### Artikel 4

Deze bepaling van het ontwerp vervangt artikel 19, tweede lid, 5°, van het voormelde koninklijk besluit van 19 april 1999, dat betrekking heeft op de toegang door bevordering tot de graad van beroepsonderluitenant.

Als men deze bepaling van het voormelde koninklijk besluit vergelijkt met het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 november 1998, blijkt dat de graden die in die teksten zijn vervat verschillend zijn en de promotievoorwaarden niet steeds dezelfde zijn.

Zo moeten de kandidaat-korporaal en de kandidaat - brandweerman in de brandweerdiensten van categorie X <sup>(3)</sup> of Y, om te kunnen solliciteren naar een betrekking van beroepsonderluitenant in het kader van een bevordering, krachtens het ontworpen artikel 19, tweede lid, 5°, van het voormelde koninklijk besluit van 19 april 1999 houder zijn van een diploma of getuigschrift dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 1 bij het federale overheidsdiensten, vermeld in bijlage I bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 of houder zijn van een diploma vermeld in bijlage I bij het voormelde koninklijk besluit van 19 april 1999.

---

<sup>(3)</sup> De Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoort tot de categorie van de brandweerdiensten van categorie X krachtens artikel 12, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vreedstijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand.

Volgens het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 november 1998 moet het lid van het middenkader en het lager kader, om toegang te krijgen tot de graad van officier-adjunct-interventiechef, houder zijn van een van de diploma's bedoeld in punt 1 en 2 van bijlage I van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidsvoorwaarden alsmede de benoemings- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten <sup>(4)</sup>.

Uit deze vergelijking blijkt dat de ontworpen tekst en de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering goedgekeurde bepalingen moeilijk met elkaar te rijmen vallen.

#### Artikelen 11 en 12

a) In verband met artikel 11 van het ontwerp blijkt uit het verslag aan de Koning dat officieren die bekleed zijn met een graad die hoger is dan die van onderluitenant, volgens de artikelen 23, tweede lid, en 43, tweede lid, van het voormelde koninklijk besluit van 19 april 1999, moeten beschikken over het brevet van onderluitenant om bevorderd te kunnen worden tot een hogere graad.

Sommige officieren die thans in dienst zijn, beschikken evenwel niet over dat brevet, doordat bij het begin van hun loopbaan als officier de lessen onregelmatig zijn georganiseerd, terwijl ze een aanzienlijke beroepservaring hebben en zelf les hebben gegeven wanneer recentelijk zulk een opleiding is verschaft.

Artikel 11 voegt bijgevolg een overgangsmaatregel in, waarbij officieren die op 8 mei 1999 een hogere graad bekleedden dan die van onderluitenant, vrijgesteld worden van het vereiste om houder te zijn van het brevet van onderluitenant.

---

<sup>(4)</sup> Dit koninklijk besluit is opgeheven bij artikel 52 van het voormelde koninklijk besluit van 19 april 1999.

Op de vraag waarom als datum 8 mei 1999 wordt opgegeven, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het gaat om de datum van inwerkingtreding van het voormelde koninklijk besluit van 19 april 1999. De formulering van deze bepaling van het ontwerp kan evenwel aanleiding geven tot een dubbelzinnige interpretatie, daar "de datum van inwerkingtreding van dit besluit" de datum van inwerkingtreding zou kunnen zijn van het ontworpen koninklijk besluit.

Het zou bijgevolg beter zijn in artikel 11 van het ontwerp te specificeren dat officieren die op 8 mei 1999 een hogere graad bekleedden dan die van onderluitenant, vrijgesteld worden van de verplichting om in het bezit te zijn van het brevet van onderluitenant.

De bepaling moet in die zin worden herzien.

Bovendien wordt het brevet van onderluitenant, krachtens artikel 41 van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 november 1998, eveneens vereist om toegang te krijgen tot de graad van officier-adjunct-interventiechef.

Datzelfde besluit heeft evenwel niet voorzien in een soortgelijke overgangsbepaling als die van het onderhavige ontwerp. Ook in dit geval zal de ontworpen tekst in strijd zijn met het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

b) Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12 van het ontwerp, dat ditmaal officieren-dienstchefs die "effectief aangewezen waren als dienstchef ten laatste op 30 april 2002" vrijstelt van de verplichting om het brevet te behalen van dienstchef, gelet op hun aanzienlijke ervaring.

Krachtens artikel 47, eerste lid, 3°, van het voormelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 november 1998, moet de officier-dienstchef, eveneens houder zijn van het brevet van dienstchef, zonder dat er bij wijze van overgangsmaatregel vrijstelling wordt verleend voor het behalen van dat brevet. Het in aanmerking nemen van deze vrijstelling voor de officier-dienstchef te Brussel kan andermaal rechtsonzekerheid doen ontstaan.

### Artikelen 13 en 14

Artikel 13 van het ontwerp vervangt artikel 55 van het voormelde koninklijk besluit van 19 april 1999, dat de bepaling omtrent de inwerkingtreding van dat besluit bevat.

Uit een oogpunt van wetgevingstechniek is die werkwijze niet correct.

De ontworpen tekst dient te worden voorzien van een eigen bepaling die de inwerkingtreding regelt, veeleer dan de bepaling omtrent de inwerkingtreding van het gewijzigde besluit te wijzigen of te vervangen. Bovendien is er geen aanleiding om te verwijzen naar artikel 45, 3°, van het voormelde koninklijk besluit van 19 april 1999, daar in artikel 55 van hetzelfde koninklijk besluit reeds wordt voorzien in de inwerkingtreding ervan op 1 mei 2002.

Artikel 13 van het ontwerp dient bijgevolg te worden geredigeerd als volgt :

"Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 5 en 9 die in werking treden op 1 mei 2002".

Artikel 14 van het ontwerp dient te vervallen.

### Slotopmerkingen van taalkundige aard

Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen wordt erop gewezen dat de term "proeven" in de betekenis van "examens" doorgaans afgekeurd wordt; hetzelfde geldt voor "titularis van een diploma", waar bedoeld wordt "houder van een diploma". Wat artikel 5 van het ontwerp betreft (het ontworpen artikel 24bis ), zijn de woorden "de hoogste graad voorzien in het kader van de brandweerdienst" een letterlijke, doch verkeerde vertaling uit het Frans. Bedoeld wordt : "de hoogste graad in de formatie van de brandweerdienst". De Nederlandse tekst van het ontwerp zou herzien moeten worden.

-----



La chambre était composée de

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,  
Mevrouw

Messieurs P. LIÉNARDY,  
de Heren P. QUERTAINMONT,

J. VAN COMPERNOLLE,  
B. GLANSDORFF,

Madame C. GIGOT,  
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,  
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,  
staatsraad,

assesseurs de la section de législation,  
assessoren van de afdeling wetgeving,

greffier,  
griffier.

Le rapport a été présenté par  
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du  
Bureau de coordination a été rédigée et exposée par  
Mme G. MARTOU, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door  
Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van  
het Coördinatiebureau werd opgesteld en  
toegelicht door Mevr. G. MARTOU, adjunct-  
referendaris.

La concordance entre la version française et la  
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle  
de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de  
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht  
van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - LE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT- DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS